**Breizh a-gleiz**
**Autonomie, écologie, territoires**
**Groupe d'élue.e.s de l'Union Démocratique Bretonne,**
**d'Ensemble Sur Nos Territoires et de « Les Ecologistes »**

# Communiqué de presse

Jeudi 12 mars 2025

## A propos du désenvasement de la Rance et de son financement, il est urgent d'ouvrir un débat public sur les capacités d'action de la Région.

L'exécutif du Conseil régional vient de faire savoir qu'il avait décidé de désengager la Région du plan quinquennal de gestion des sédiments de l'estuaire de la Rance. Pour justifier cette décision, l'exécutif régional avance deux arguments : d'une part l'inefficacité d'un dispositif qui prend l'allure d'un trou sans fond et d'autre part une responsabilité politique de l'Etat dans ce dossier.

La décision de l'exécutif régional soulève de l'incompréhension chez les élus locaux et les associations environnementales, ce qui est entendable. Cependant, le groupe Breizh a-gleiz considère que le dossier du désenvasement de l'estuaire de la Rance est un cas d'école qui devrait éclairer les élus locaux et toute la société bretonne sur la faible capacité d'action de la Région, cet éternel impensé de la vie politique en Bretagne. En effet, sur le territoire de la Bretagne administrative, la Région ne maîtrise que 4% du total des dépenses publiques hors Sécurité sociale, contre 9% pour les départements, 19% pour le bloc communal et 68% pour l'Etat et ses administrations centrales. Comment la Région pourrait-elle répondre à toutes les attentes des communes avec si peu de moyens ? La Région le peut d'autant moins que son autonomie fiscale est tombée à 8% et qu'au titre de la loi de finances 2025, l'Etat a décidé de lui retirer 43 millions d'euros.

Le dossier du financement du désenvasement de l'estuaire de la Rance n'est sans doute que le premier d'une liste de retraits à venir de la Région, sous la contrainte de décisions politiques qui lui sont imposées depuis Paris. Il est urgent que le Conseil régional ouvre un large débat public, avec les élus bretons et avec la société bretonne tout entière, sur les conséquences pour nos territoires du mouvement de recentralisation des budgets publics au niveau de l'Etat central.

*Elu référent :Christian Guyonvarc'h - email : christian.guyonvarch@bretagne.bzh*
*Contact collaborateur Maxime Picard - tel 0648998397 / e-mail maxime.picard@bretagne.bzh*